

ASSEMBLÉE NATIONALE

DEUXIÈME SESSION

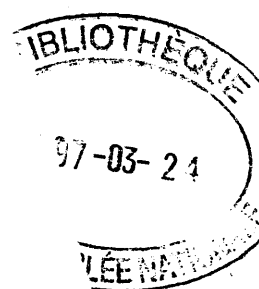
TRENTE-CINQUIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi n° 206
(Privé)

Loi concernant la Municipalité de Chertsey et la Municipalité de Saint-Calixte

Présentation

**Présenté par
M. Lévis Brien
Député de Rousseau**



Éditeur officiel du Québec
1997

Projet de loi n° 206

(Privé)

LOI CONCERNANT LA MUNICIPALITÉ DE CHERTSEY ET LA MUNICIPALITÉ DE SAINT-CALIXTE

ATTENDU que, à la suite de l'annexion d'une partie du territoire de la Municipalité de Saint-Calixte à celui de Chertsey, il y a lieu de prévoir les mesures visant à assurer un partage de l'actif et du passif résultant du démembrement du territoire de Saint-Calixte et de fixer entre les municipalités les compensations financières conséquentes à cette annexion;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La Municipalité de Saint-Calixte et la Municipalité de Chertsey doivent négocier un accord sur le partage de l'actif et du passif relatif au territoire annexé par la Municipalité de Chertsey en vertu de son règlement 033-93 adopté le 7 juin 1993.

2. À cette fin, le ministre des Affaires municipales transmet par écrit aux municipalités un avis mentionnant le nom du conciliateur qu'il nomme pour la négociation de cet accord et le délai qui leur est imparti pour sa conclusion. Ce conciliateur peut être un membre de la Commission municipale du Québec.

3. Les articles 156 à 160 de la Loi sur l'organisation territoriale municipale (L.R.Q., chapitre O-9) s'appliquent à cet accord, compte tenu des adaptations nécessaires.

4. L'accord doit tenir compte des sommes déjà payées par les municipalités relativement au partage de l'actif et du passif.

5. La Municipalité de Chertsey peut, par règlement, imposer sur les immeubles situés sur le territoire annexé une taxe spéciale pour pourvoir, le cas échéant, au paiement du montant total résultant de l'accord et des dépenses requises pour l'établir ou pour rembourser un emprunt contracté à ces fins. Cette taxe est basée sur la valeur des immeubles imposables telle qu'elle apparaissait au rôle d'évaluation lors de l'entrée en vigueur de l'annexion.

À ces fins, la Municipalité de Chertsey peut aussi décréter un emprunt qui ne nécessitera que l'approbation du ministre.

6. La présente loi n'affecte pas les causes pendantes au 17 juin 1994.

7. La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).